

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 29 octobre 2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Contrôle inopiné du 13 octobre 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CUILLER FRÈRES**

551, rue Pierre et Marie Curie  
76650 Petit-Couronne

Références : UDRD.2025.10.R.17  
Code AIOT : 0005802588

### **1) Contexte**

Le 13 octobre 2025, l'inspection des installations classées a mené un contrôle inopiné des conditions d'exploitation du site de la société CUILLER FRÈRES implanté 551, rue Pierre et Marie Curie 76650 Petit-Couronne. Le présent rapport rend compte de ce contrôle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CUILLER FRÈRES
- 551, rue Pierre et Marie Curie 76650 Petit-Couronne
- Code AIOT : 0005802588
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
- Activités : société spécialisée dans la construction de charpentes et ossatures en bois.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Installations électriques
- Risque incendie
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                               | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection |
|----|---|---|--|
| 1  | Protection contre la foudre                               | Article 3.3 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2019 | Mise en demeure, respect de prescription   |
| 6  | Déchets de production et lessivage par les eaux pluviales | Article 6.2 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2019 | Mise en demeure, respect de prescription   |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                               |
|----|---|---|
| 2  | Détecteurs de fumée   | Article 3.4 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2019 |
| 3  | Vérification de la conformité des installations électriques | Article 3.2 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2019 |
| 4  | Accessibilité des robinets d'incendie armés                 | Article 2.6 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2019 |
| 5  | Barrage mobile de rétention des effluents d'extinction      | Article 4.1 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2019 |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle inopiné du 13 octobre 2025 a mis en évidence certaines non-conformités (dont l'obstruction de l'accès à certains RIA – robinets d'incendie armés, et des modalités inadéquates de stockage du barrage mobile de confinement des eaux d'extinction), toutefois rapidement résorbées par l'exploitant, et qui n'appellent, en l'état, pas de suites administratives.

Nonobstant la réactivité de la société CUILLER FRÈRES sur ces deux points au sortir du contrôle inopiné, l'inspection des installations classées souligne défavorablement que l'obstruction des accès à certains RIA avait déjà été observée lors de précédents contrôles (ce point appelle une sensibilisation accrue des salariés), et alerte l'exploitant sur les risques encourus d'entrave aux manœuvres de lutte contre l'incendie, susceptibles de retarder une intervention et desservir la maîtrise d'un sinistre.

De même, de mauvaises conditions de stockage du barrage mobile de confinement des eaux d'extinction peuvent retarder son déploiement, et donc rendre possible l'écoulement d'effluents pollués hors du site. A ce titre, il convient donc de pérenniser le nouvel emplacement de stockage identifié à l'issue du contrôle inopiné, en veillant à maintenir libres ses accès, pour permettre des manœuvres sans engins de levage.

En outre, l'inspection des installations classées a constaté que plusieurs non-conformités électriques identifiées par l'organisme chargé de la vérification (lors de sa campagne menée du 19 au 21 février 2025) n'avaient pas encore fait l'objet d'une mise en conformité, certaines de ces non-conformités étant relatives au dépoussiérage des armoires électriques, équipements réputés pour être susceptibles de connaître un départ d'incendie.

De plus, l'inspection des installations classées a constaté la présence de dépôts de sciures et de copeaux de bois à proximité d'un regard d'égout, mettant en évidence que les eaux pluviales ruisselant sur le site charrient ces déchets de production, qui se déversent par la suite dans le réseau du site, relié au réseau public, et in fine à la station d'épuration de la Métropole Rouen Normandie – situation non-conforme présentant un risque de pollution.

Enfin, l'inspection des installations classées prend acte des déclarations de l'exploitant en ce qui concerne la mise en conformité de ses installations vis-à-vis des risques liés à la foudre, et des délais liés à l'instruction des demandes d'urbanisme, puis aux travaux subséquents pour la modification des bâtiments.

**Aussi, afin d'encadrer les mises en conformité attendues pour les trois points précités (installations électriques ; prévention des lessivages des déchets de production par les eaux pluviales ; foudre), l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime un projet d'arrêté préfectoral mettant en demeure la société CUILLER FRÈRES.**

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Protection contre la foudre

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> article 3.3 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2019   |
| <b>Thème(s) :</b> risques accidentels, implantation des dispositifs  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Sous un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant met en œuvre les dispositions de la section III (dispositions relatives à la protection contre la foudre) de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé (cf. article 20).  |
| <b>Constats :</b><br><br>Le 13 octobre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que les bâtiments d'exploitation du site, tout comme les auvents abritant les stockages de bois, n'étaient pas équipés de dispositifs de protection contre la foudre, en dépit de l'étude technique foudre et du dossier technique foudre réalisés en décembre 2022 et communiqués par l'exploitant par courrier électronique du 21 septembre 2023, préconisant l'implantation de deux paratonnerres à dispositifs d'amorçage afin de protéger les installations des impacts de foudre.<br><br>L'exploitant a confirmé être engagé dans un projet de modification de ses bâtiments d'exploitation (annonce déjà formulée par téléphone le 21 septembre 2023), dont les plans et dossiers administratifs sont en cours d'instruction par les services d'urbanisme compétents, processus toutefois retardé en raison d'une problématique liée au ruissellement des eaux pluviales et à la topographie du site (pente marquée vers la rue Pierre et Marie Curie de Petit-Couronne). En cours d'échange, l'exploitant a évoqué que le projet pourrait conduire à un achèvement des travaux « vers la fin de l'été 2027 ».<br><br><b>Considérant l'absence de dispositifs de protection contre la foudre, d'une part, et les risques encourus liés notamment au stockage de bois et de matières combustibles en de grandes quantités, d'autre part, mais prenant acte du projet de modification de ses bâtiments dans lequel est présentement engagé l'exploitant, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure la société CUILLER FRÈRES de se conformer aux dispositions de l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2019, avec une échéance au <u>30 septembre 2027</u>.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> mise en demeure, respect de prescription  |

## N° 2 : Détecteurs de fumée

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> article 3.4 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2019   |
| <b>Thème(s) :</b> risques accidentels, vérification et entretien   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Sous un délai de dix mois à compter de la notification du présent arrêté, chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 3.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de fumée.<br>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.<br>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour ces dispositifs de détection et, le cas échéant, d'extinction automatique. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests conformément aux référentiels en vigueur dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Ces vérifications sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.<br>[...] |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection des installations classées a constaté la présence de détecteurs de fumée, notamment au niveau du local TGBT et de l'armoire électrique de l'atelier Fermettes.<br><br>En marge du contrôle, l'exploitant a communiqué par courrier électronique du 16 octobre 2025 les justificatifs attestant du bon fonctionnement de 9 détecteurs, et confirmé le report des alarmes sur téléphone portable.<br><br><b>Commentaire n° 1 :</b> l'inspection des installations classées rappelle ici, comme formulé oralement lors du contrôle inopiné, l'importance d'être en mesure de détecter précocement un départ d'incendie, afin de pouvoir intervenir dans les meilleurs délais, de sorte à limiter les risques d'accident pour les personnes, les risques d'endommagement ou de destruction de l'outil de production, et les risques de pollution pour l'environnement.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> sans suite   |

### N° 3 : Vérification de la conformité des installations électriques

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> article 3.2 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2019  |
| <b>Thème(s) :</b> risques accidentels, contrôle périodique et suivi des non-conformités   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Ces vérifications sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.<br>[...]   |
| <b>Constats :</b><br><br>Par courrier électronique du 16 octobre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport dit « quadriennal » de vérification périodique des installations électriques, vérification effectuée du 19 au 21 février 2025, ainsi qu'une feuille de suivi des interventions pour le traitement des non-conformités relevées lors de cette vérification périodique.<br><br>L'exploitant déclare ainsi avoir traité 23 observations sur les 123 observations relevées par l'organisme chargé de la vérification. De fait, il subsiste encore un nombre important de non-conformités, dont certaines sont relatives au dépoussiérage des armoires électriques.<br><br><b>Commentaire n° 2 :</b> l'inspection des installations classées rappelle que les armoires électriques sont des équipements réputés pour être susceptibles de connaître un départ d'incendie.<br><br><b>Considérant ces non-conformités, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure la société CUILLER FRÈRES de communiquer, pour le 27 février 2026 au plus tard, un dossier des ouvrages exécutés détaillant les travaux de mise en conformité des installations électriques, accompagné d'un compte-rendu Q18 justifiant les mises en conformité, établi par un organisme habilité chargé de la vérification de la conformité des installations électriques.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> sans suite  |

#### N° 4 : Accessibilité des robinets d'incendie armés

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> article 2.6 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2019  |
| <b>Thème(s) :</b> risques accidentels, obstruction des accès  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>I. - Sous un délai de dix mois à compter de la notification du présent arrêté, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :<br>[...]<br>3° D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.<br>[...]   |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors du contrôle inopiné du 13 octobre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que l'accès à certains RIA (robinets d'incendie armés) était obstrué par des planches et divers matériels.<br><br>Toutefois, l'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées par courrier électronique du 16 octobre 2025 des photographies des accès aux RIA libérés de leurs obstacles. La situation étant résorbée, il n'est pas proposé, en l'état, de suites administratives sur ce point.<br><br><b>Commentaire n° 3 :</b> l'inspection des installations classées souligne défavorablement que pareille obstruction avait déjà été observée lors de précédents contrôles (cf. rapport de la visite d'inspection du 16 novembre 2021). Ce point appelle néanmoins une sensibilisation accrue des salariés. En effet, l'inspection des installations classées alerte l'exploitant sur les risques encourus d'entrave aux manœuvres de lutte contre l'incendie, susceptibles de retarder une intervention, et desservir la maîtrise d'un sinistre. |
| <b>Type de suites proposées :</b> sans suite  |



**N° 5 : Barrage mobile de rétention des effluents d'extinction**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> article 4.1 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2019  |
| <b>Thème(s) :</b> risques accidentels, modalités de stockage du barrage mobile  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...] Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs à l'intérieur ou à l'extérieur du bâtiment. [...]  |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors du contrôle inopiné du 13 octobre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que la caisse à roulettes de stockage du barrage mobile de confinement des eaux d'extinction était placée sur une estrade, à l'écart de la cour principale, hors de la zone de circulation des engins. Considérant le poids de la caisse, l'exploitant a indiqué qu'un chariot élévateur était nécessaire pour la déplacer, avant de pouvoir déployer le barrage. Ce faisant, cette configuration ne correspond pas au dispositif évalué et approuvé à l'issue de l'exercice de mise en œuvre du 23 juin 2023 en présence du SDIS 76 et de l'inspection des installations classées.<br><br>L'inspection des installations classées a alerté l'exploitant sur ces mauvaises conditions de stockage du barrage mobile de confinement des eaux d'extinction susceptibles de retarder son déploiement, et donc rendre possible l'écoulement d'effluents pollués hors du site. Après échange, l'exploitant a annoncé que la caisse serait déplacée le long d'un bâtiment.<br><br>Par courrier électronique du 16 octobre 2025, l'exploitant a communiqué une photographie de la caisse placée le long du mur, au niveau de l'asphalte même, avec un marquage au sol de couleur jaune fluo, le barrage mobile étant ainsi déployable immédiatement. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de pérenniser ce nouvel emplacement, et de veiller à laisser libre l'accès au barrage mobile. |
| <b>Type de suites proposées :</b> sans suite  |

**N° 6 : Déchets de production et lessivage par les eaux pluviales**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> article 6.2 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2019   |
| <b>Thème(s) :</b> risques chroniques, prévention de la pollution des eaux  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...]<br>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.<br>[...]  |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors du contrôle inopiné du 13 octobre 2025, l'inspection des installations classées a constaté la présence de dépôts de sciures et de copeaux de bois à proximité d'un regard d'égout, proche de l'atelier Fermettes. Il semble manifeste que les eaux pluviales charrient ces déchets, qui se déversent par la suite dans le réseau du site, relié au réseau public, et in fine à la station d'épuration de la Métropole Rouen Normandie.<br><br><b>Considérant cette non-conformité, l'inspection des installations classées adjoint au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure évoqué aux points de contrôle précédents une prescription et une échéance pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles visant à prévenir le lessivage par les eaux pluviales des déchets de production (sciures et copeaux de bois).</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> mise en demeure, respect de prescription  |